

Cote du document: EB 2017/LOT/P.25/Rev.1
Date: 31 décembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du président

Proposition de prêt à la République
d'Azerbaïdjan pour le Programme
d'amélioration de la productivité et de la
commercialisation des produits de l'élevage

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Tarek Kotb
Chargé de programme de pays
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2965
courriel: t.kotb@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Développement et pauvreté aux niveaux rural et national	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement	2
II. Description du programme	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du programme	6
A. Approche	6
B. Cadre organisationnel	6
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du programme	8
A. Coût du programme	8
B. Financement du programme	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Détermination et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Conformité et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VII. Recommandation	12
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	8

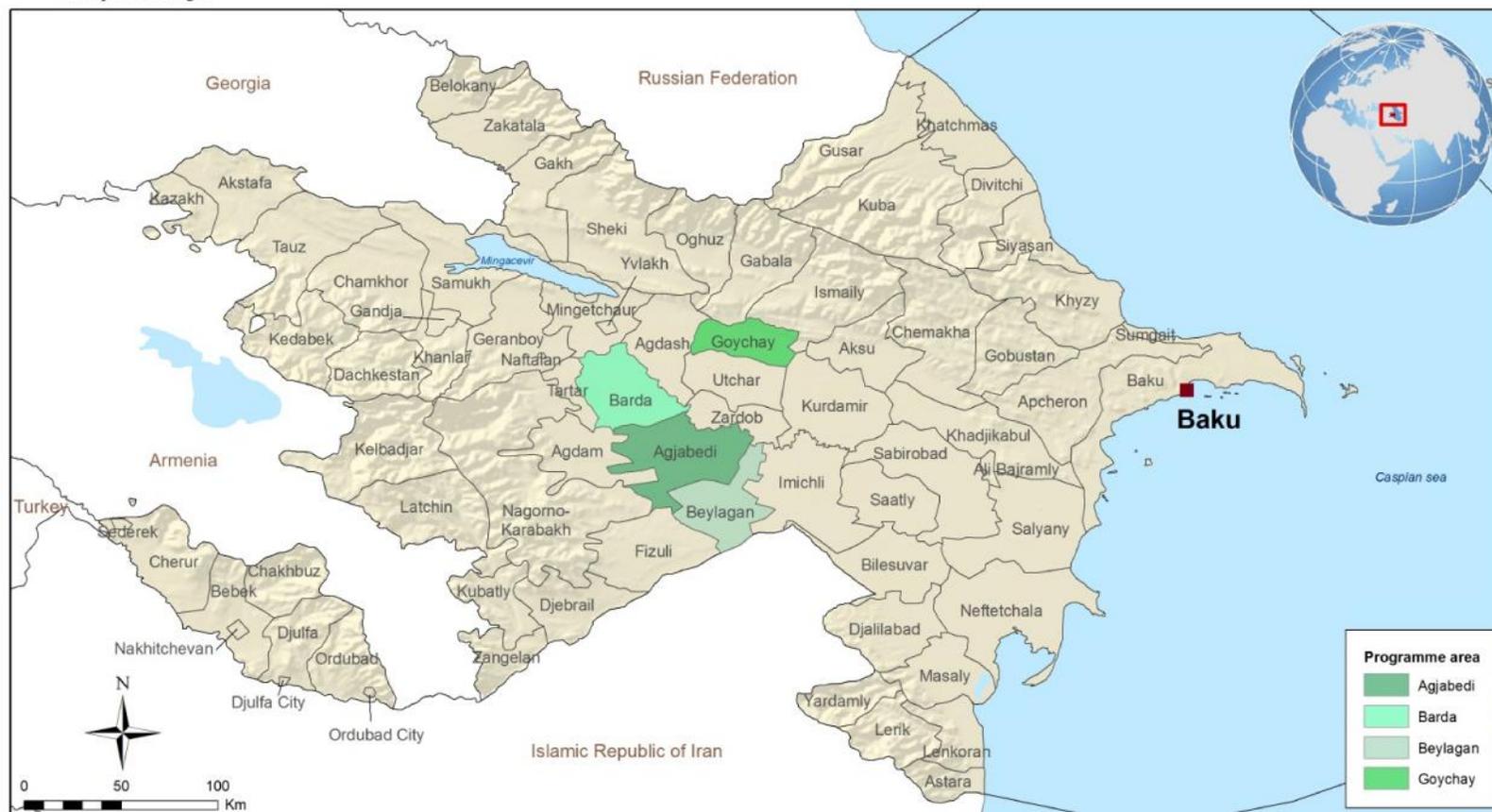
Sigles et acronymes

ERAP	Équipe régionale d'appui au programme
PAPCPE	Programme d'amélioration de la productivité et de la commercialisation des produits de l'élevage
PCMP	Plateforme de commercialisation multipartite
S&E	Suivi-évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UGP	Unité de gestion du programme

The Republic of Azerbaijan

Livestock Productivity and Marketing Improvement Programme

Project design



Carte de la zone du programme



The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.

Map compiled by IFAD | 12-05-2015

Source: FIDA; 12/05/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République d'Azerbaïdjan

Programme d'amélioration de la productivité et de la commercialisation des produits de l'élevage

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'Azerbaïdjan
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du programme:	32,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	10 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Déficit de financement:	16,2 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	4,7 millions d'USD (2,2 millions d'USD en phase 1 et 2,5 millions d'USD en phase 2)
Contribution des bénéficiaires:	1,6 million d'USD (1,1 million d'USD en phase 1 et 0,5 million d'USD en phase 2)
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République d'Azerbaïdjan pour le Programme d'amélioration de la productivité et de la commercialisation des produits de l'élevage, telle qu'elle figure au paragraphe 60.

Proposition de prêt à la République d'Azerbaïdjan pour le Programme d'amélioration de la productivité et de la commercialisation des produits de l'élevage

I. Contexte stratégique et justification

A. Développement et pauvreté aux niveaux rural et national

1. Contexte socioéconomique. L'Azerbaïdjan est un pays à revenu moyen supérieur situé dans le Caucase du Sud, qui couvre environ 87 000 km². Le pays compte environ 9,5 millions d'habitants, dont 47% vivent dans des communes rurales. Environ 46% de la population travaille, dont 39% dans l'agriculture et l'agro-industrie. Le PIB de l'Azerbaïdjan était de 37,8 milliards d'USD en 2016 (rapport de la Banque mondiale) et le RNB par habitant était estimé à 4 760 USD en 2016.¹ La croissance intérieure, en moyenne de 14,4% par an de 2000 à 2009, et les programmes de réduction de la pauvreté mis en œuvre par le Gouvernement de l'Azerbaïdjan, ont abouti à de fortes baisses du taux de pauvreté dans le pays, qui a chuté à environ 5,6% en 2013. Le PIB a cependant reculé de 3% en 2016 en raison de la baisse des cours du pétrole. Les statistiques révèlent des disparités importantes entre les zones rurales et urbaines, ainsi qu'entre les régions et les groupes sociaux, les taux de pauvreté étant plus importants dans les zones rurales.
2. Les secteurs du pétrole et du gaz, qui ont alimenté la croissance économique, n'emploient qu'une infime fraction de la population. L'agriculture génère deux cinquièmes des revenus des ménages ruraux, mais souffre de faibles niveaux de productivité, et ne contribue qu'à hauteur de 6% au PIB (2016), ce qui met en évidence la pauvreté relative au sein de ce secteur. On estime que plus de 90% de la production agricole est le fait de 850 000 ménages de petits exploitants ruraux. La plupart des agriculteurs possèdent désormais des terrains morcelés (1-3 ha) et de 3 à 10 têtes de bétail. Ils sont confrontés à des difficultés pour réaliser des économies d'échelle, accéder aux services de soutien et commercialiser leurs petites productions.
3. Agriculture. Les parcours, les terres arables et les pâturages représentent environ 4,77 millions d'hectares. La plupart des terres étaient traditionnellement jugées fertiles et bénéficient d'un potentiel productif raisonnablement élevé, en particulier dans les basses terres. Bien que les conditions agroclimatiques soient adaptées à une grande variété de cultures, les systèmes de culture qui prédominent dans l'ensemble du pays sont le blé, l'orge et le fourrage pour les animaux. Plus des trois quarts des superficies cultivées ont été aménagées pour l'irrigation avant les années 1990. Cependant, une proportion importante des systèmes d'irrigation et de drainage s'est délabrée après l'indépendance, réduisant considérablement la production des petits exploitants.

¹ *Indicateurs du développement dans le monde*, Banque mondiale, 2016.

4. Les changements climatiques et leur impact sur les systèmes agricoles et l'économie rurale en Azerbaïdjan sont évidents et ont été confirmés par les résultats de récentes études. La hausse des températures (+2,40 degrés Celsius à l'horizon 2050), la modification des régimes de précipitations (-20% d'ici à 2050) et de l'intensité des pluies, ainsi que la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché, aggravent les défis auxquels sont confrontés le secteur agricole et les pratiques de gestion des agriculteurs.
5. Traditionnellement, l'élevage représente pour les ménages ruraux une source de nourriture et de revenus, mais également une réserve de richesse. Le bétail est ainsi une composante importante des systèmes de production agricole, en particulier pour le grand nombre de petites exploitations mixtes privées. Le pays compte environ 2,5 millions de bovins et 8 millions de moutons et de chèvres. La volaille est la principale source de revenus des femmes et des ménages en général.

B. Justification et alignement sur les priorités du Gouvernement

6. Pour soutenir la croissance, les principaux défis et priorités de l'Azerbaïdjan consistent à diversifier son économie, à introduire des politiques axées sur le marché et à renforcer les services publics, dans le but ultime de réduire la dépendance économique du pays à l'égard du secteur pétrolier. Le Gouvernement est en train de mettre en œuvre d'importantes réformes en faveur du développement agricole et rural, qui offrent au FIDA des possibilités d'amorcer une nouvelle génération de projets.
7. Le système de production animale de l'Azerbaïdjan ne produit actuellement que la moitié de ce qu'il pourrait produire. Les petits éleveurs ont du mal à nourrir leur bétail en raison d'une production réduite de fourrage et d'une disponibilité limitée de pâturage. Les animaux ne sont ainsi pas suffisamment nourris, et sont par conséquent plus sujets aux maladies tandis que leur production est bien en deçà de leur potentiel, notamment en termes de production de lait et de taux de vêlage. Pour compenser la faible productivité animale, les agriculteurs ont tendance à multiplier les animaux, même s'ils sont sous-alimentés, créant par là même une situation économique et environnementale non durable dans le secteur de l'élevage.
8. L'Azerbaïdjan importe actuellement des quantités importantes de viande et de produits laitiers, malgré l'augmentation du nombre d'animaux depuis l'éclatement du bloc soviétique. La production locale ne parvient pas à satisfaire la demande croissante de viande et de produits laitiers, en particulier la demande de produits de meilleure qualité émanant des consommateurs urbains. Le Gouvernement souhaite encourager de nouvelles initiatives visant à moderniser la production et à améliorer la productivité technique, en vue d'accroître les revenus des petits exploitants dans le secteur de l'élevage traditionnel.
9. Le secteur de l'élevage a un effet multiplicateur élevé sur la création d'emplois et le développement économique du fait que la plupart des familles rurales participent à la production et à la commercialisation des produits de l'élevage. Ces activités n'étant pas réservées aux seuls hommes, elles offrent des possibilités de revenus aux femmes et aux jeunes. Il existe une forte demande sur le marché pour des produits d'origine animale de qualité, qui peuvent être produits par des éleveurs/agriculteurs traditionnels grâce à des pratiques de gestion améliorées. Le programme s'attaquera à ces défis en aidant les agriculteurs à adopter de meilleures pratiques de gestion et de commercialisations des produits de l'élevage. Cela devrait aider les agriculteurs à produire et à commercialiser davantage de produits de meilleure qualité, et à tirer ainsi profit des possibilités évidentes de substitution des importations, qui devraient absorber les volumes de production accrus et récompenser les produits de meilleure qualité. L'appui du programme devrait ouvrir d'importantes perspectives de hausse des revenus ruraux pour le groupe cible du FIDA. En parallèle, l'intégration des activités axées sur la résilience

aux changements climatiques dans les investissements du programme et le renforcement des capacités des parties prenantes permettront de réduire la vulnérabilité des petits exploitants agricoles face aux chocs climatiques.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Le Programme d'amélioration de la productivité et de la commercialisation des produits de l'élevage (PAPCPE) est conçu pour soutenir le groupe cible du FIDA, à savoir les agriculteurs pauvres des raions (districts) d'Agjabedi, de Barda, de Beylagan et de Goychay, où sont concentrés 22% des habitants pauvres d'Azerbaïdjan. On estime que les districts cibles identifiés abritent une population rurale totale de 335 546 habitants au sein de 79 198 ménages. L'élevage est la principale source de revenus de ces agriculteurs, qui cultivent également des légumes dans leur potager pour les besoins de la famille, et dans certains cas pour les vendre.
11. Le programme ciblera environ 20 500 ménages de petits éleveurs dans environ 140 communes rurales. Dans les raions du PAPCPE, le programme donnera d'abord la priorité aux zones dont les sols ont été jugés dégradés dans le cadre de l'évaluation des capacités de production des terres. Le groupe cible principal du PAPCPE sera constitué par les petits éleveurs pour qui l'élevage est une source de revenus et de sécurité alimentaire, et un filet de sécurité sociale. Dans ce groupe, le programme ciblera les petits exploitants pauvres, les ménages les plus pauvres dirigés par des femmes et les jeunes.
12. Les activités de la filière avicole cibleront 1 800 ménages parmi les ménages les plus pauvres dirigés par des femmes, et seront axées sur le transfert d'actifs sous la forme de 1 200 lots de volaille et 600 lots de démarrage pour la production de luzerne fourragère. Les femmes travailleront en groupes pour faciliter la formation et favoriser un soutien mutuel.
13. Le programme encouragera la participation des petits exploitants agricoles à vocation commerciale dans les activités de groupe. L'accent sera mis tout particulièrement sur les femmes rurales – une priorité de l'appui du FIDA – en raison de leur rôle essentiel dans la production animale, de leurs responsabilités sociales et économiques, et de leur position vulnérable dans la société. Le programme collaborera également avec environ 70 petits producteurs et transformateurs de lait et de produits laitiers, ainsi qu'avec des marchands de bétail qui assurent les liens avec le marché du groupe cible primaire.
14. Les jeunes dans les zones rurales participent au travail agricole et à l'élevage du fait que leurs familles se consacrent à ces activités et que les possibilités d'emploi non agricole sont limitées. Outre les jeunes éleveurs qui seront invités à participer aux activités des groupes d'intérêts communs au niveau des villages, le programme prévoit de collaborer avec les jeunes, femmes et hommes, diplômés de l'Université agricole de Ganja en vue de renforcer leurs capacités et de les inciter à faire carrière ou à créer leur propre entreprise dans le secteur de l'élevage.

B. Objectif de développement du programme

15. L'objectif global du programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale (hausse des revenus et réduction de la vulnérabilité des ménages ruraux pauvres) en soutenant le programme public axé sur la diversification économique.
16. L'objectif de développement est d'accroître les revenus des petits exploitants agricoles à travers l'amélioration des activités de production et de commercialisation des produits de l'élevage dans les raions du programme, tout en favorisant une résilience accrue aux chocs climatiques.

17. Le programme adopte une stratégie de développement du secteur privé axée sur la demande et le marché, qui favorise les filières qui mettent en lien les petits producteurs de bétail et les groupements de commercialisation au niveau local avec les grandes chaînes de commercialisation de la viande et du lait qui répondent aux besoins des consommateurs urbains. Cette approche devrait se traduire par un accroissement des revenus agricoles des éleveurs et par une réduction de la pauvreté rurale. Le programme est en harmonie avec les autres programmes du Gouvernement visant à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté rurale.
18. Compte tenu de la forte vulnérabilité aux changements climatiques, le PAPCPE adoptera une approche intelligente face au climat dans toutes ses activités. La résilience climatique sera accrue grâce à la réhabilitation, et dans une certaine mesure à la modernisation, des systèmes d'irrigation et de drainage existants et à la restauration des terres de pacage en vue d'améliorer la gestion des pâturages, du fourrage et du bétail et ainsi de renforcer la productivité et la flexibilité.

C. Composantes/résultats

19. Les activités du PAPCPE seront organisées en deux composantes complémentaires visant à mettre au point des solutions qui permettront de moderniser l'ensemble de la chaîne de valeur de l'élevage, de la production à la commercialisation, en passant par la transformation. Les activités du programme seront coordonnées dans le cadre de la composante de gestion du programme.

Composante 1. Production animale durable induite par le marché

20. Résultat 1. Les améliorations de la productivité de l'élevage sont durablement renforcées, tout comme la résilience aux changements climatiques. Deux produits permettront d'accroître la production animale et d'améliorer la productivité.
21. Produit 1.1. Améliorations de la productivité de l'élevage. Ce groupe d'activités renforcera la capacité des groupes d'agriculteurs à contribuer à la préparation des plans communautaires de développement des villages et de réduction de la vulnérabilité climatique. Ces plans serviront à orienter et à classer par ordre de priorité les investissements dans les pâturages et les infrastructures publiques (irrigation, drainage et réhabilitation des sols), qui à leur tour amélioreront l'accès des agriculteurs au fourrage pour le bétail. Dans un des raions, probablement Agjabedi, une activité pilote sera mise en œuvre dans le but de démontrer que le développement d'un plan de gestion des terres au niveau du raion peut guider le ciblage et la conception des activités de gestion des ressources naturelles au niveau des villages et des investissements productifs.
22. Produit 1.2. Utilisation d'infrastructures productives résilientes aux aléas climatiques. Pour soutenir les améliorations apportées à la production animale, le programme financera des investissements communautaires dans des techniques modernes d'irrigation, de drainage et de réhabilitation des terres (avec modernisation de certains éléments clés préalablement recensés) pour la production de fourrage et la restauration des pâturages, l'établissement de banques de semences naturelles, et l'adoption de pratiques et de technologies résilientes aux aléas climatiques.
23. En complément de ces investissements, les fonds du programme seront utilisés pour appuyer la démonstration, l'adoption précoce et les activités innovantes, comme la gestion améliorée de l'eau sur le terrain; l'amélioration des bâtiments d'élevage; la modernisation des réserves d'approvisionnement en eau; et des techniques améliorées de conservation du fourrage. Des financements seront accordés pour réaliser dans certains villages des démonstrations pilotes de la création de pâturages communs sur de petites zones adaptées. Les ménages pourront également améliorer d'autres zones d'ensilage ou de stockage de la

luzerne et du fourrage, en achetant du matériel basique de transformation du fourrage ou en installant des équipements à l'aide de dons de contrepartie, afin d'améliorer l'hygiène et la qualité du lait.

24. Après une première phase d'activités soutenues par les dons de contrepartie, le programme appuiera certains agriculteurs individuellement et des groupes d'intérêts communs dans l'élaboration de plans d'investissement et de propositions commerciales d'emprunts auprès du secteur bancaire commercial.
25. Les ménages les plus pauvres dirigés par une femme auront accès à des lots de démarrage pour l'élevage de volailles et la production de luzerne fourragère, afin de stimuler le lancement d'activités avicoles ou de production animale durables.

Composante 2. Croissance des revenus des produits de l'élevage

26. Résultat 2. Les petits éleveurs réalisent des gains plus élevés sur les marchés azerbaïdjanais et améliorent ainsi leurs revenus. Deux produits appuieront le développement de la chaîne de valeur et faciliteront les liens commerciaux.
27. Produit 2.1. Amélioration du fonctionnement des processus de la chaîne de commercialisation des produits de l'élevage. Outre les commerçants au niveau local et des raions, les petits transformateurs et les acteurs du marché au niveau des raions, les individus et groupes d'agriculteurs (qui ont suivi les activités de renforcement des capacités axées sur la production ou qui sont considérés comme prêts pour le marché) se verront offrir la possibilité de renforcer leurs capacités en matière d'amélioration de la qualité des produits, de planification et de gestion commerciales et financières, pour répondre aux besoins de la chaîne de commercialisation. Pour aider les agriculteurs et les acteurs de la chaîne de valeur à acquérir une meilleure compréhension des besoins du marché, et veiller à ce que les investissements prévus pour améliorer la qualité des produits et/ou l'accès au marché soient appropriés, des plateformes de commercialisation multipartites (PCMP) seront proposées par des prestataires de services pour les principales chaînes de valeur. Elles seront établies dans chaque raion pour faire face aux contraintes des filières de commercialisations locales. Les PCMP veilleront en priorité à établir des liens entre les petits producteurs et leur production et les installations de production et de transformation à grande échelle existantes dans les raions visés par le programme, ou à proximité, en vue de proposer du lait, de la viande et de la volaille de qualité supérieure à de meilleurs tarifs.
28. Produit 2.2. Investissements destinés à l'amélioration des chaînes de commercialisation des produits de l'élevage. Les opportunités de regroupement, de transformation et de commercialisation identifiées dans le cadre des PCMP seront développées grâce aux ressources propres des acteurs du marché, et seront complétées par des dons du programme au profit de l'élaboration de plans commerciaux et/ou du renforcement des capacités des PCMP en matière d'évaluation et d'élaboration de propositions. Les dons de contrepartie serviront à financer des activités de démonstration ou l'adoption précoce d'initiatives innovantes visant à améliorer la qualité des matières premières, à faciliter le regroupement et la livraison des produits aux marchés ou aux transformateurs, à moderniser les activités de transformation à petite échelle, et à faciliter d'autres améliorations progressives le long des chaînes de commercialisation.

Composante 3. Gestion du programme

29. Outre les activités de coordination du programme, de gestion de la mise en œuvre et de suivi-évaluation (S&E), cette composante comprendra des activités de facilitation visant à accroître l'accès aux services financiers et la concertation sur les politiques.

III. Exécution du programme

A. Approche

30. Le programme sera exécuté sur une période de huit ans – exercices financiers 2018-2025 – dans le cadre d'une approche programmatique progressive sur deux cycles du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Le programme mettra à profit les opérations en cours dans le pays appuyées par le FIDA, en apportant quelques améliorations aux mécanismes de coordination et de gestion et ayant recours à des prestataires de services pour permettre l'exécution efficace des composantes en lien avec l'agro-industrie. Les améliorations comprennent: i) l'intégration des compétences en matière d'agro-industrie dans l'unité de gestion du programme (UGP) grâce à la mise en place d'une équipe régionale d'appui au programme (ERAP) sur le terrain basée dans la zone du programme; ii) l'intégration des procédures de gestion des contrats au sein de l'ERAP; iii) des dispositions visant à faciliter la collaboration avec diverses institutions financières et des acteurs des secteurs des produits laitiers et de la viande rouge, ainsi qu'avec des ONG; et iv) le recours à des prestataires de services et des partenaires de mise en œuvre privés pour les activités au niveau du terrain.

B. Cadre organisationnel

31. La responsabilité institutionnelle de la gestion et la mise en œuvre du PAPCPE au niveau central incombera au service public de gestion des projets et crédits agricoles, qui relève du Ministère de l'agriculture actuellement chargé de tous les principaux projets de développement des secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Comme cela a été le cas pour les précédents projets financés par le FIDA, un comité de pilotage du programme, nommé par décret du Ministre de l'agriculture, définira les orientations stratégiques et fournira des conseils sur les politiques. Au niveau opérationnel, des groupes de travail plus ciblés au niveau des raions seront établis en vue de rapprocher les activités du programme avec les comités exécutifs des raions et d'approuver les propositions de dons.
32. La coordination, le suivi et la surveillance seront assurés par une UGP plus petite, sous l'autorité du Ministère de l'agriculture. L'UGP gèrera toutes les questions financières et administratives, telles que le S&E, les décaissements, les achats, la comptabilité, les audits, etc. Actuellement, l'UGP est responsable de la mise en œuvre du Projet de développement rural intégré financé par le FIDA.
33. Une ERAP sera établie dans le district d'Agjabedi en vue de faciliter la mise en œuvre des activités du programme au niveau des raions à travers un processus continu de soutien technique, d'appui à la mise en œuvre et d'établissement de rapports d'avancement. Elle sera composée d'un chef d'équipe, d'un ingénieur d'infrastructures communautaires et d'experts en matière de S&E, de développement communautaire, d'égalité des sexes et de finance rurale. Un coordonnateur de raion sera recruté dans chacun des trois autres raions ciblés, pour assurer la coordination et le suivi des activités du programme, et superviser les contrats de service.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

34. Le plan de travail et le budget annuels guideront la mise en œuvre du programme et fourniront une série de repères qui permettront d'apprécier les performances du programme à la fin de chaque année. L'UGP consolidera les données quantitatives concernant les finances et les produits matériels du programme dans le système d'information de gestion.

35. Le PAPCPE sera doté d'un système détaillé de S&E qui générera toutes les informations nécessaires à la gestion des activités du programme. L'ERAP sera doté d'un spécialiste du S&E qui sera chargé de gérer les activités de S&E au niveau régional. Au niveau des raions, trois coordonnateurs de district seront chargés de renforcer les capacités de S&E des activités axées sur la demande au niveau des villages. Le Système de gestion des résultats et de l'impact sera pleinement intégré dans le système de S&E du programme.
36. La formation continue et la gestion des savoirs feront partie intégrante du PAPCPE et seront intégrées dans la mise en œuvre à tous les niveaux. Des supports de connaissances élaborés sur la base des informations, des expériences et des résultats du programme seront compilés et diffusés régulièrement. Des notes thématiques seront élaborées au niveau des villages/raions afin de documenter les modèles novateurs, les meilleures pratiques et les leçons apprises. Les activités de gestion des savoirs fourniront également des informations détaillées, nécessaires au processus de concertation sur les politiques, en vue de promouvoir un cadre politique plus propice au développement de l'élevage.
- D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**
37. Dispositions relatives à l'évaluation des risques et à la gestion financière. Le risque inhérent au programme est considéré comme élevé. Par conséquent, le programme suivra, pour l'essentiel, les mêmes dispositions de gestion financière autonome que celles définies pour le projet du FIDA en cours, ce qui permettra de réduire le risque à un niveau moyen. Dans cette optique, l'UGP: i) nommera un gestionnaire financier qualifié et un comptable; ii) enregistrera toutes les transactions faites dans le cadre du programme dans un logiciel de comptabilité sur mesure, conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public – base de trésorerie; et iii) rédigera des rapports financiers périodiques dans des formats validés par le FIDA. En outre, l'UGP administrera un compte désigné en dollars des États-Unis pour le prêt du FIDA et un compte d'exploitation en manats azerbaïdjanais auprès d'une banque commerciale pour recevoir les fonds du compte désigné, ainsi qu'un compte de contrepartie distinct pour la contribution du Gouvernement. Le financement du FIDA sera décaissé sur présentation de demandes de retrait dûment certifiées conformément aux procédures du FIDA en matière de décaissement, qui seront précisées dans le manuel d'exécution du programme. En outre, les états financiers consolidés du projet feront l'objet d'un audit annuel par des cabinets d'audit indépendants, conformément aux normes internationales d'audit et aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Le rapport d'audit, assorti d'une lettre de la direction, sera soumis au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.
38. Passation des marchés. Les directives du FIDA relatives à la passation des marchés seront respectées pour tous les marchés qui seront financés par des fonds provenant du prêt du FIDA. Pour les marchés de biens, de travaux et de services devant être financés par des contributions du Gouvernement, les dispositions relatives aux marchés publics prévues dans le droit national de la République d'Azerbaïdjan s'appliqueront.
39. Gouvernance et risques liés à la gestion financière. Le risque inhérent au programme est considéré comme élevé, malgré les améliorations notables apportées aux systèmes de gestion des finances publiques du pays, comme en témoigne le rapport sur les dépenses publiques et la responsabilité financière publié en décembre 2014 (Banque mondiale). Le PAPCPE intègre des mesures visant à renforcer la gouvernance, notamment: la participation des agriculteurs et des parties prenantes du secteur privé à la sélection des investissements, l'examen des demandes de prêts, et des groupes de travail plus ciblés au niveau des raions décentralisés pour superviser les activités du programme. La politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations sera appliquée à toutes les activités du programme.

E. Supervision

40. Le FIDA peut contribuer de façon constructive à la réussite du programme en assurant une supervision technique étroite et en temps opportun des agences d'exécution à des moments critiques au cours de la période de mise en œuvre du programme. L'équipe du FIDA, soutenue par des experts en la matière, en partenariat avec le Gouvernement, participera à des missions annuelles de supervision pour contrôler la mise en œuvre et fournir un appui à l'exécution du programme. Dans le cadre de ces missions, un spécialiste de la gestion financière assurera le suivi des risques identifiés et appuiera des mesures d'atténuation.
41. Les missions de supervision prendront en compte les risques identifiés lors de la conception du projet. Les groupes de travail plus ciblés au niveau des raions assureront également un rôle important de supervision. Le FIDA adoptera une approche systématique concernant l'expertise technique à fournir dans le cadre de missions pour résoudre les problèmes émergents, et organisera des ateliers visant à examiner périodiquement l'état d'avancement du programme, à partir de la deuxième année.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

42. Le coût total du programme sur huit ans est estimé à 32,52 millions d'USD, ventilés comme suit: i) production animale durable fondée sur la logique du marché (80% des coûts); ii) accroissement des revenus des produits de l'élevage (12%); et iii) gestion du programme (8%).

Tableau 1

Dépenses afférentes au programme par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Prêt FIDA	Déficit de financement 1	Déficit de financement 2	Emprunteur phase 1	Emprunteur phase 2	Bénéficiaires phase 1	Bénéficiaires phase 2	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
1. Production animale durable fondée sur la logique du marché	8 118	1 664	11 141	1 906	2 249	684	225	25 987
2. Accroissement des revenus des produits de l'élevage	841	393	1 440	248	260	452	268	3 903
3. Gestion du programme	1 041	21	1 503	64				2 630
Total	10 000	2 079	14 084	2 219	2 509	1 136	493	32 520

B. Financement du programme

43. Les dépenses afférentes au programme, estimées à 32,5 millions d'USD, devraient être financées par l'intermédiaire de deux prêts du FIDA, d'allocations budgétaires de l'État azéri, des contributions des bénéficiaires, des banques participantes et d'autres cofinancements ou financements du FIDA. Le premier prêt du FIDA, d'un montant de 10 millions d'USD, sera alloué au cours de la phase 1 du PAPCPE, et absorbera la totalité de l'allocation versée au titre du système d'allocation basé sur la performance (SAFP) pour le cycle 2016-2018, au cours des quatre premières années. Le déficit de financement (16,2 millions d'USD) pourra être couvert dans des cycles ultérieurs du SAFP (à des conditions financières à déterminer, sous réserve des procédures internes et de l'autorisation du Conseil d'administration) ou par un cofinancement défini en cours de mise en œuvre. Ainsi, l'ensemble des financements externes, y compris du FIDA, pour les deux phases,

devrait atteindre 26,2 millions d'USD, soit 81% des coûts totaux. Le gouvernement apportera 4,7 millions d'USD (2,2 millions d'USD en phase 1 et 2,5 millions d'USD en phase 2), ce qui représente 14% du total des dépenses; les bénéficiaires prendront en charge 1,6 million d'USD (1,1 million d'USD en phase 1 et 0,5 million d'USD en phase 2), soit 5% du total des dépenses.

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt FIDA		Déficit de financement 1		Déficit de financement 2		Bénéficiaires phase 1		Bénéficiaires phase 2		Emprunteur/c ontrepartie phase 1		Emprunteur/c ontrepartie phase 2		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Travaux	1 060	10.5	798	13.1	6 298	62.1	-	-	-	-	407	4.0	1 574	15.5	10 136
2. Équipement et matériel	1 945	82.0	-	-	-	-	-	-	-	-	426	18	-	-	2 371
3. Véhicules	125	68	-	-	-	-	-	-	-	-	59	32	-	-	184
4. Dons	4 500	36.9	157	1.3	3 726	30.7	1 128	9.2	485	4.0	1 272	10.4	935	7.7	12 203
5. Formation	431	29.5	314	21.5	643	44	7	0.5	8	0.6	55	3.8	-	-	1 461
6. Ateliers	88	41.9	35	16.9	86	41.1	-	-	-	-	-	-	-	-	210
7. Consultants, locaux	824	24.3	723	21.4	1 839	54.3	-	-	-	-	-	-	-	-	3 384
8. Consultants, internationaux	284	57.6	52	10.6	156	31.8	-	-	-	-	-	-	-	-	493
9. Salaires et indemnités	568	36.6	-	-	984	63.4	-	-	-	-	-	-	-	-	1 552
10. Dépenses de fonctionnement	174	33.2	-	-	351	66.8	-	-	-	-	-	-	-	-	526
Total	10 000	30.7	2 079	6.4	14 084	43.3	1 136	3.5	493	1.5	2 219	6.8	2 509	7.7	32 520

C. Résumé des avantages et analyse économique

44. La mise en œuvre du programme se traduira par une augmentation directe des revenus des agriculteurs et des entrepreneurs ruraux. Ces avantages découleront de ce qui suit: i) une augmentation des rendements des cultures fourragères et de la productivité du bétail grâce à une amélioration de la capacité de production des terres, de l'application d'intrants améliorés et de meilleures pratiques d'élevage; ii) une proportion accrue de produits agricoles commercialisés; iii) une réduction des pertes lors des activités de production, de transformation et de transport des produits grâce à l'utilisation de technologies innovantes; iv) une amélioration de la qualité des produits, permettant d'obtenir des prix plus élevés, pour répondre à la demande d'intrants/de produits plus fiables émanant des transformateurs; et v) des produits alimentaires de meilleure qualité pour les consommateurs. Les avantages à long terme découleront de la gestion prévue des savoirs tirés des leçons apprises.
45. L'analyse globale du programme indique un taux de rentabilité économique interne de 17,8%, avec une valeur actuelle nette de 13,8 millions d'USD. Les valeurs critiques montrent que le programme résiste bien à une évolution défavorable des coûts du programme, et celui-ci reste malgré tout viable dans l'hypothèse d'une augmentation des dépenses d'investissement et de fonctionnement ou d'un retard dans la concrétisation des avantages.

D. Durabilité

46. La durabilité est au cœur du PAPCEP et sera assurée de différentes façons:
- durabilité environnementale – en renforçant la résilience aux aléas climatiques de la production à travers l'amélioration de la capacité de production des terres, l'application d'intrants améliorés et l'adoption de meilleures pratiques d'élevage;

- b) durabilité commerciale et des marchés – en ciblant des filières présentant des avantages comparatifs et des débouchés commerciaux crédibles, et offrant des possibilités immédiates d'accroître les revenus et les profits, nécessaires pour attirer de nouveaux investissements;
- c) durabilité institutionnelle – en ayant recours aux prestataires de services actuels, ainsi qu'à de nouveaux prestataires opérant au niveau local pour fournir les services prévus dans le cadre du programme et les investissements en faveur du renforcement de leurs capacités;
- d) durabilité économique – en recourant de manière sélective à des dons partiels de contrepartie destinés à déclencher des investissements "pionniers" et à favoriser des innovations dans les chaînes de valeur, étroitement liés à des partenariats avec des banques traditionnelles et des institutions financières non bancaires, afin d'ouvrir l'accès à des financements traditionnels; et
- e) durabilité technique – en investissant dans la restauration des paysages, le cas échéant, à proximité des infrastructures et des systèmes d'irrigation bénéficiant de l'appui du programme.

E. Détermination et atténuation des risques

- 47. Les activités du programme se concentreront sur deux chaînes de valeur de l'élevage afin de limiter la complexité du programme, les leçons tirées d'autres projets ayant mis en évidence les risques encourus lors de la mise en œuvre de projets trop complexes. Le programme s'appuiera sur l'UGP existante, qui bénéficie d'un historique solide en matière de mise en œuvre de projets du FIDA.
- 48. Les autres risques associés aux activités du programme sont les suivants:
 - a) Les institutions nationales et les partenaires n'ont généralement pas les capacités voulues en matière de mobilisation sociale et d'approches de commercialisation cohérentes. Pour atténuer ce risque, le programme tiendra compte de la nécessité d'établir des structures adéquates et de soutenir le renforcement des capacités requises (des institutions pertinentes, des organisations de prestation de services et des organisations de producteurs) et les conventions et approches pertinentes dans les premières étapes de la mise en œuvre.
 - b) Les politiques publiques continuent de promouvoir le concept d'autosuffisance céréalière au détriment d'une production fourragère durable essentielle pour soutenir une production accrue de viande et de lait. Le programme démontrera que la production de lait et de viande de qualité supérieure peut remplacer de manière rentable des importations plus coûteuses.
 - c) Compte tenu de leur histoire et de leur patrimoine, les agriculteurs de l'ère post-soviétique ne sont pas habitués à former des groupes autour d'un intérêt commercial ou rentable commun ou de gérer et d'exploiter des pâturages communs et des terrains stériles bonifiés. Très peu d'efforts ont été déployés pour améliorer leurs connaissances, leurs compétences et leurs pratiques pour leur permettre de se tourner vers l'élevage commercial. Le programme s'appuiera sur des groupes informels existants (comme les "groupes de solidarité"), sur lesquels on s'appuiera pour favoriser l'établissement d'organisations communautaires et d'approches plus ciblées, comme les formations et les expériences d'apprentissage (plateformes d'innovation, écoles d'agriculture de terrain). Des dons de contrepartie seront également utilisés pour inciter les agriculteurs à participer à ces groupes.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

49. Le PAPCPE a été conçu pour être mis en œuvre conformément aux normes, aux politiques et aux stratégies du FIDA relatives au ciblage et à l'égalité des sexes, aux dons de contrepartie, à la gestion financière, aux passations de marché, à la participation du secteur privé, à l'environnement et aux changements climatiques.
50. Le programme améliorera la cohésion sociale grâce au renforcement des chaînes de valeur et à la formation de groupes d'intérêts communs qui reflètent les politiques du FIDA en matière de ciblage et d'égalité des sexes. Les activités du programme mettront l'accent sur la nécessité de renforcer l'intégration et l'éducation financières en vue d'améliorer les perspectives d'épargne et d'emprunt des populations rurales. Un programme axé sur les infrastructures communautaires, les dons de démarrage et de contrepartie, ciblant les bénéficiaires prévus des programmes, devrait aider ces groupes à développer leur solvabilité et leurs actifs, et ainsi faciliter leur accès au secteur des prêts commerciaux. Les dons seront adaptés aux besoins des petits exploitants agricoles et des micro/petites entreprises le long de la chaîne commerciale.
51. Les aspects environnementaux et sociaux du programme proposé se sont révélés conformes aux politiques du FIDA en matière de protection. Le programme est classé dans la catégorie "B", selon les procédures administratives du FIDA pour l'évaluation environnementale.

B. Conformité et harmonisation

52. La stratégie et les activités du programme sont conçues pour rapprocher et compléter d'autres programmes axés sur l'élevage et la sécurité alimentaire, financés par l'État. Il existe de nombreuses occasions de collaboration entre le FIDA et le Ministère de l'agriculture dans les domaines de la concertation sur les politiques sectorielles et du renforcement des capacités institutionnelles. Le programme est conçu spécifiquement pour combler les lacunes recensées dans le cadre de programmes à l'appui du secteur agricole financés par d'autres bailleurs de fonds, en vue de créer des synergies (à savoir l'Agence allemande de coopération internationale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque mondiale, la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Union européenne et la United States Agency for International Development).
53. En particulier, le programme complétera un nouveau projet de la Banque mondiale qui vise également à soutenir le secteur de l'élevage, mais qui se concentre sur la santé animale et les services vétérinaires. Afin de tirer pleinement parti du mémorandum d'accord récemment signé entre le FIDA et la BERD, les activités du programme seront étroitement coordonnées avec les activités axées sur l'agroindustrie financées par la BERD dans le secteur privé. En particulier, le programme fera appel à des prestataires de services qui ont bénéficié et ont été certifiés par le programme de la BERD.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

54. Le programme soutiendra des démonstrations, l'adoption précoce et les activités innovantes, comme la gestion améliorée de l'eau sur le terrain, l'amélioration des bâtiments d'élevage, la modernisation des réserves d'approvisionnement en eau, et des techniques améliorées de conservation du foin. Le système de dons du PAPCPE financera des activités innovantes, à condition que les ménages mettent en œuvre des démonstrations permettant par la suite la publication d'informations détaillées concernant les coûts et les avantages. La publicité relative aux innovations sera diffusée par le biais de panneaux d'affichage et/ou de brochures

de vulgarisation parallèlement à des visites de terrain pour les agriculteurs intéressés.

55. Les innovations et les meilleures pratiques au niveau des villages seront documentées à des fins de reproduction et de transposition à plus grande échelle. Les agriculteurs ayant adopté les innovations et meilleures pratiques assureront un rôle de mentor auprès d'autres agriculteurs en vue d'accélérer la reproduction et la transposition à plus grande échelle de ces innovations.

D. Participation à l'élaboration des politiques

56. Pour faire face aux questions de politique qui pourraient réduire les avantages des activités de programme, des interactions structurées avec les acteurs de la chaîne commerciale assureront que les parties prenantes sont informées des stratégies et des politiques publiques relatives à l'élevage, à la gestion des pâturages et aux filières de l'élevage, et qu'elles peuvent fournir des commentaires concernant leurs préoccupations et les questions à traiter en priorité. L'examen annuel et les processus de planification des plans de développement des villages, les groupes d'intérêts communs au niveau des villages et les PCMP constitueront des points de départ pour la concertation sur les politiques. Ceux-ci seront consolidés à travers les activités de gestion des savoirs, y compris des forums annuels de partage des expériences. Des études pourront être diligentées pour quantifier les coûts et évaluer les avantages des politiques en vigueur et des politiques proposées. L'UGP, à travers l'ERAP, mènera des consultations sur les politiques avec les petits exploitants agricoles, les acteurs du marché et le Gouvernement.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

57. Un accord de financement entre la République d'Azerbaïdjan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
58. La République d'Azerbaïdjan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
59. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

60. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Azerbaïdjan un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à dix millions de dollars des États-Unis (10 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions définies dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Livestock Productivity and Marketing Improvement Programme"

(Negotiations concluded on 6 December 2017)

Loan Number: _____

Programme Title: Livestock Productivity and Marketing Improvement Programme ("LPMIP" or "the Programme")

The Republic of Azerbaijan (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is ten million United States dollars (USD 10 000 000).
2. The Loan shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semiannually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years starting from the date that the Fund has determined that all General Conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b).
3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 May and 15 November.

6. There shall be a Designated Account maintained in a commercial bank denominated in USD. There shall also be an Programme account in Azerbaijani Manat (AZN) to receive financing from the Designated Account in a commercial bank. In addition, there will be a separate counterpart account for the Borrower's contribution.

7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in cash and exemption from taxes in the amount not less than two million and two hundred thousand United States dollars (USD 2.2 million) for the first phase of the programme.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the State Service for Management of Agricultural Project and Credits under the Ministry of Agriculture (MoA).

2. The following are designated as additional Programme Parties: the Ministry of Ecology and Natural Resources, the Ministry of Economy, the Ministry of Finance, the Central Bank, the State Committee on Women, Child and Family Issues, Amelioration and Irrigation Open Joint Stock Company and participating Rayons.

3. The Programme Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement (first phase of the programme is 3 years and the second phase is 5 years).

Section D

The Loan will be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement:

- (a) Key Project staff shall have been transferred, suspended, or terminated without the Fund's prior no-objection.
- (b) Any institutional changes have been made by the Borrower to the Programme Steering Committee and/or the Programme Management Unit without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such changes are likely to have a material adverse effect on the Programme; and
- (c) The Programme Implementation Manual, or any provision thereof, has been abrogated, waived, suspended, or amended without the prior consent of the Fund and the Fund has determined that this is likely to have a material adverse effect on the Programme.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) the Programme Director, Finance Manager, and Procurement Specialist shall have been duly authorised to function;
- (b) The Programme Implementation Manual including the Financial Management Procedures has been approved by IFAD and a Financial and Accounting System is functional.

3. This Agreement is subject to approval by the Borrower.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister for Finance
of the Republic of Azerbaijan
Ministry of Finance
Samad Vurgun St. 135
AZ 1022 Baku, Azerbaijan

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

THE REPUBLIC OF AZERBAIJAN

Authorized Representative
Name and title

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert Hougbo
President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. Target Population. The Programme will target about 20,500 smallholder livestock rearing households, among them the poorest women-headed households and youth. The Programme will also work with small-scale women and men milk and dairy traders and processors, and livestock traders who are actors in the market linkages for the target group.

2. Programme Area. The Programme shall work in Agjabedi, Barda, Beylagan and Goychay rayons. Based on performance other districts (Rayons) can be included.

3. Goal and Objective. The overall Programme goal is to reduce rural poverty (increased incomes and reduced vulnerability of poor rural households) by supporting the Government's economic diversification programme. The Programme development objective is to increase smallholder farmers' income from improved livestock production and marketing activities in Programme rayons with strengthened resilience to climate shocks.

4. Components and Outcomes. Programme activities shall be organised in two mutually supportive components aimed at developing solutions that will help upgrade the milk and meat value chains and selected investments in poultry. Given the high vulnerability to climate change, LPMIP will mainstream a climate smart approach throughout its activities. Programme activities will be coordinated under the Programme Management component.

4.1 Component 1: Market-led sustainable livestock production

Outcome 1: Livestock productivity improvements sustainably increased with climate resilience

The Programme will develop the 'soft' capacity of farmer groups to contribute to the preparation of community level village development and climate vulnerability plans to guide and prioritise investments in pastures and public infrastructure to improve farmer access to feed for livestock. In one rayon, possibly Beylagan, a pilot activity will be undertaken to show how development of a rayon level land management plan can guide targeting and design of village level natural resource management and productive investment activities.

The Programme will fund community investments in advanced irrigation, drainage and land rehabilitation for forage production and pasture rehabilitation, natural seed banks and adoption of climate resilient practices and technologies.

The poorest women-headed households will have access to poultry start-up packages and start up packages for alfalfa forage production to provide an initial boost towards sustainable poultry or livestock production.

To complement the investments, Programme funds will be used to support demonstration, early adoption and innovation activities such as improved in-field water management, improved animal housing and improved fodder conservation techniques.

Other matching grant activities could include upgrading animal housing, improving stock watering facilities, improving alfalfa hay, silage or feed storage areas, buying simple feed processing activities or installing equipment to improve milk hygiene and quality. The programme would further support developing investment and business proposals to facilitate borrowing from the commercial sector.

4.2 Component 2: Increased return from livestock products

Outcome 2: Smallholder livestock producers receive higher product prices and returns from Azeri markets and consumers

In addition to local- and rayon-level traders, small scale processors and rayon market participants, individual and groups of farmers who have graduated from production oriented capacity building activities or are deemed market-ready will be offered the opportunity to develop their capacity in market chain related product quality improvement, business and financial planning and management. To assist, farmer and value chain stakeholders develop a shared understanding of market needs and that planned investments to improve product quality and or market access are appropriate, multi-stakeholder marketing platforms (MSMP) to be brokered by service providers, for the main value chains (milk, meat and poultry) will be formed in each rayon to address constraints in the local market chains. A priority MSMP activity will be to link smallholder producers with existing large-scale production and processing facilities.

Aggregation, processing and marketing opportunities identified by MSMPs will be developed through market stakeholders' own resources supplemented with programme grants for developing business plans and/or developing the capacity of the MSMP to assess and develop the proposals. The matching grants will fund demonstration innovation or early adoption of small initiatives to improve raw product quality, facilitate aggregation and delivery to markets or processors, upgrade small scale processing activities, and other incremental improvements in the market chains including providing support to MSMP members to link to existing rural finance facilities.

4.3 Component 3: Programme Management. In addition to the Programme coordination, implementation management and monitoring and evaluation (M&E) activities, this component will include activities to facilitate increased access to financial services and for Policy Dialogue.

II. Implementation Arrangements

5. Lead Programme Agency. Overall institutional responsibility for the effective management and implementation of the Programme at the central level shall rest with the State Service for Management of Agricultural Project and Credits under the MoA.

6. Programme coordination. A Programme Steering Committee (PSC) shall be appointed by a decree of the Minister of Agriculture, composed of representatives from MoA, the Lead Programme Agency, the Ministry of Finance, the Central Bank, State Committee on Women, Child and Family Issues, the Ministry of Economy, Ministry of Ecology and Natural Resources, and the Programme Director. The PSC will carry out annual Programme reviews, approve the Annual Workplan and Budget (AWPB), offer strategic and policy advice and resolution and coordinate with parallel or complementary initiatives to enhance rural development in the programme area. The PSC will meet at least once a year and on an ad-hoc basis as necessary.

7. At rayon level, rayon working groups (RWG) will be established based on Local Agricultural Departments offices comprising: the Head of Rayon Agricultural Departments; a representative from the livestock industry; a farmers' representative and the Programme Director (or his designated representative) with the rayon coordinator as the secretary. This group will supervise the village selection process, approve all grants, address coordination and resource issues within that rayon, and champion knowledge sharing.

8. At local level the Programme will closely work with the municipality and village executive committees (ExCom) to ensure that village development plans (and action plans) and commodity business plans are developed and implemented in a participatory

and complementary manner between the Programme components and align with other initiatives from government and donors. At village level, a Community Programme Committee is the key implementation and coordination group.

9. Programme Management Unit. Programme coordination, supervision and monitoring will be undertaken by a small Programme Management Unit (PMU) located within the Lead Programme Agency in Baku. The PMU will be resourced from the existing IPMU (Programme Director, Financial Manager, Procurement Officer, M&E Officer, an accountant, Community Development Specialist, Administrative Manager/Coordinator with International Organisations, Office Manager). Additional staff members shall be recruited on competitive basis as needed. The appointment and removal of these key staff members shall be subject to the non-objection of the Fund.

10. A Programme Regional Support Team (PRST) will be established and located in Beylagan rayon to facilitate the implementation of Programme activities in four targeted rayons through a continuous process of technical backstopping, implementation support and progress reporting. It will also support the active engagement of the communities in Programme implementation through participatory planning and monitoring. The PRST will be resourced with a team leader, M&E/ Contracts Management specialist, Community Development and Gender specialist, Community Infrastructure Engineer and Rural Finance specialist. A Rayon Coordinator, one in each of the targeted rayons, will be recruited to coordinate and monitor programme activities, and supervise service contracts. All staff will be selected on a competitive basis and retained on performance based contracts.

11. The AWPB will guide Programme implementation and provide a set of benchmarks against which Programme performance can be measured each implementation year. The PRST will prepare draft rayon AWPBs for each Programme Year in line with IFAD requirements, with inputs from service providers and agencies. These will be consolidated by the PMU. The first AWPB will be presented during the start-up workshop and sent to the Fund for non-objection. The following 12-month AWPBs will be submitted to the PMU for review and approval, and to the Fund for non-objection no later than sixty days before the beginning of the relevant Programme Year. The PMU will consolidate the Programme's quantitative financial and physical output data in the Management Information System.

12. Programme Implementation Manual. The PMU shall prepare a draft Programme Implementation Manual (PIM) and shall forward it to the Fund for its non-objection. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objection. The Lead Programme Agency shall adopt the PIM substantially in the form approved by the Fund. The PIM, or any provision thereof, may not be waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund.

13. Within 180 days of entry into force, the Programme will have a comprehensive M&E system to generate all information needed for managing the Programme activities. All M&E staff at PMU and PRST shall be in place and, working with Rayon Coordinators, will ensure systematic measurement of performance indicators and provide continuous data on implementation progress at rayon levels. The system will include process and activity output and outcome indicators that will allow for disaggregation of data by different needed levels. The Results and Impact Management System (RIMS) will be fully incorporated in the Programme M&E system. Continuous learning and knowledge management (KM) will fully be integrated into the Programme and mainstreamed into implementation across all levels.

14. No later than 90 days after the start of the Programme the PMU will manage a comprehensive baseline survey which will be updated on annual basis to track the different Programme indicators over time, including for the Mid-Term Review. During the Programme's final year, a completion survey will be conducted. Results will be compared against the baseline to assess Programme impact.

Schedule 2
Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category. All amounts are 100% net of taxes, Government contribution and beneficiary contribution:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)
I. Works	950 000
II. Equipment and Material (including vehicles)	1 860 000
III. Consultancies	1 470 000
IV. Grants and subsidies	4 050 000
V. Operating Cost	670 000
Unallocated (10%)	1 000 000
Total	10 000 000

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category III "Consultancies" means Eligible Expenditures related to training, workshops as well as local and international consultancies as defined in the AWPB.

Category V "Operating Cost" includes Eligible Expenditures related to Salaries and Allowances.

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of two hundred thousand USD (USD 200 000).

Logical framework

AZERBAIJAN LIVESTOCK PRODUCTIVITY and MARKETING IMPROVEMENT PROGRAMME LOG FRAME

Results	Indicators				Means of verification			Assumptions (A) Risks (R)
Hierarchy	Name	Baseline	Mid Term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	HHs receiving project services	0	10,000	20,500	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion, M&E system 	Y1, Y3, Y8	PCU	
	Individuals receiving project services (men/women)	0	11,000	22,900	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion, M&E system 	Y1, Y3, Y8	PCU	
	Individuals receiving project services (men)	0	10,000	20,500	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion, M&E system 	Y1, Y3, Y8	PCU	
	Individuals receiving project services (women)	0	1,000	2,400	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion, M&E system 	Y1, Y3, Y8	PCU	
	Individuals receiving project services (youths)	0	1,000	3,000	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion, M&E system 	Y1, Y3, Y8	PCU	
Goal: Reduced rural poverty (increased incomes and reduced vulnerability of poor rural households) by supporting the government's economic diversification programme	<ul style="list-style-type: none"> Reduced vulnerability² of 20,500 poor participating households (20% of households report improvement in assets ownership index) 		10,000	20,500	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion survey 	Y1, Y3, Y8	PCU	<ul style="list-style-type: none"> Stable macroeconomic atmosphere (A) Non-oil sector maintains priority (A) Inflation remains at an average of 5% per annum (A) GoA rural development economic diversification policies disadvantage small farmers (R)
Programme Development Objective: Increased smallholder farmers' income from improved livestock production and marketing activities in programme rayons with strengthened resilience to climate shocks	<ul style="list-style-type: none"> At least 75% of the 20,500 targeted households increased net farm income (RIDE) 	0	20%	75%	<ul style="list-style-type: none"> Baseline & completion survey 	Y1, Y3, Y8	PCU	<ul style="list-style-type: none"> Conducive government policies (A) Programme outcomes stimulate economic growth (A) Reduced imported livestock, meat and dairy products have to meet same quality standards as locally produced product (A) GoA encourages imported livestock products to restrict retail meat and dairy product prices (R)
	<ul style="list-style-type: none"> At least 5,000 households increased their climate resilience (RIDE) 	0	1,000	5,000		Y1, Y3, Y8	PCU	
Outcome 1: Forage production and livestock productivity	<ul style="list-style-type: none"> Improved productive infrastructure over 5,900 ha (RIDE 1.1.2) 	0	2000	5,900	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion, Progress 	Y1, Y3, Y8	PCU	<ul style="list-style-type: none"> MoA can develop effective partnerships with private sector (A) Government support planting of forage crops
	<ul style="list-style-type: none"> Livestock production (beef, milk, 	0	10%	30%		Y1, Y3,	PCU	

² Measures for vulnerability will be assessed during inputs of the social and targeting consultant during late March 2015. The measure that can be readily assessed in Azerbaijan could include: food security (decreased child malnutrition); improvement in HH assets; resilience and adaptive capacity increased; women's empowerment increased, reduced proportion of income from remittances, cash and near cash savings reserves.

Results	Indicators				Means of verification			Assumptions (A) Risks (R)
Hierarchy	Name	Baseline	Mid Term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
sustainably increased with climate resilience	sheep meat poultry) increased by 30% by rayon				reports	Y8		(A) <ul style="list-style-type: none"> Government subsidizing and supporting planting of other crops (R) Livestock epidemic disease (R) Lack of private veterinary service (R) Government supports public veterinary services (A) Climate change is in line with current predictions
	<ul style="list-style-type: none"> Government led policy review workshops takes place to address key livestock productivity constraints modalities. (RIDE 1) 	0	2	4		<ul style="list-style-type: none"> Y1, Y3, Y8 	<ul style="list-style-type: none"> PCU 	
Outputs 1:								
1.1 Livestock productivity improvements implemented	<ul style="list-style-type: none"> Number of people trained in livestock production practices and technologies. 	0	10,000	20,500	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion, Progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> yearly 	<ul style="list-style-type: none"> PCU 	
1.2 Climate resilient productive infrastructure used	<ul style="list-style-type: none"> Value of small grants used to develop business plans for MSMPs Number of Ha brought under good agriculture practice. 	0	USD 1.17 million	USD 2.47 million				
		0	2,000	5,900				
Outcome 2: Smallholder livestock producers receive higher product prices and returns from Azeri markets and consumers	<ul style="list-style-type: none"> 80% of targeted producers benefit from improved markets access ((RIDE 2.1.6). 	0	20%	80%	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion, Progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> Yearly 	<ul style="list-style-type: none"> PCU 	<ul style="list-style-type: none"> LPMIP MoA can develop effective partnerships with private sector (A) Willingness of smallholder farmers to engage in livestock value chain development (A) Municipal policies support central markets at rayon level (R) Reduced market chain costs/increased selling prices are captured by farmers (R)
2.1 Functional improved value chain livestock market	<ul style="list-style-type: none"> Number of MSMPs have their capacity built in quality production, business planning and management. No. of supply contract farming arrangements in place between producer groups and large processors. 	0	28	56	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, completion, Progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> Yearly 	<ul style="list-style-type: none"> PCU 	
2.2 Channelled investments in improved livestock market	<ul style="list-style-type: none"> Value of matching grants for demonstrations and early initiatives. 		USD 4.27 million	USD 7.45 million				